



Ministère de l'Environnement

Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)

Avis est par la présente donné, conformément à l'article 127 de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*, que le permis d'immersion en mer n° 4543-2-04427, autorisant le chargement pour immersion et l'immersion de déchets ou d'autres matières en mer, est approuvé. Le permis est publié dans le registre de la LCPE, le mardi 3 mars 2015.

1. *Titulaire* : Ministère des Pêches et des Océans, Québec (Québec).

2. *Déchets ou autres matières à immerger* : Déblais de dragage.

2.1. *Nature des déchets ou autres matières* : Déblais de dragage composés de gravier, de sable, de limon, d'argile ou de colloïdes.

3. *Durée du permis* : Le permis est valide du 15 mars 2015 au 14 mars 2016.

3.1. Les activités de chargement et d'immersion en mer doivent être effectuées entre le 15 mars et le 14 mai 2015; entre le 1^{er} juillet et le 4 août 2015; et entre le 26 août 2015 et le 14 mars 2016. Le titulaire pourra modifier la durée des périodes de restriction en obtenant l'approbation écrite du ministère de l'Environnement.

4. *Lieu de chargement* : Havre de Saint-Godefroi (Québec), 48,07267° N., 65,11550° O. (NAD83), à l'exception de la zone d'exclusion, tel qu'il est décrit dans figure 2 du rapport d'évaluation des effets environnementaux intitulé « Évaluation des effets environnementaux, Dragage d'entretien du havre de pêche Saint-Godefroi, Gaspésie » (Novembre 2014) du ministère des Pêches et des Océans et approuvé par le ministère de l'Environnement, présenté à l'appui de la demande de permis.

5. *Lieux d'immersion*

a) SG-2, 48,04500° N., 65,08333° O. (NAD83). Le lieu d'immersion est situé à environ 3,9 km au sud-est du lieu de chargement.

b) Chenal de Saint-Godefroi, 48,07267° N., 65,11550° O. (NAD83).

6. *Méthode de chargement* : Le dragage se fera à l'aide d'une drague à benne à demi-coquille ou d'une pelle hydraulique.

7. *Parcours à suivre et mode de transport* : La voie navigable la plus directe entre le lieu de chargement et le lieu d'immersion à l'aide de chaland remorqué.

8. *Méthode d'immersion* : L'immersion se fera à l'aide d'un chaland à fond ouvrant et le nivelage du fond marin du chenal se fera au moyen d'une poutre d'acier, d'une lame racleuse ou d'une pelle hydraulique.

9. *Quantité totale à immerger* : Ne pas excéder 4 000 mètres cubes, mesure en place.

10. *Droits* : Le titulaire doit payer les droits prescrits en vertu du *Règlement sur les prix à payer pour les permis d'immersion en mer*.

11. *Inspection*

11.1. En acceptant ce permis, le titulaire et ses entrepreneurs acceptent d'être assujettis à l'inspection conformément à la partie 10 de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*.

11.2. Le titulaire doit s'assurer que les registres de toutes les activités de chargement et d'immersion sont gardés sur les lieux pendant toute la durée du permis et qu'ils seront disponibles aux fins d'inspection par tout agent d'application de la loi ou tout analyste, pendant deux ans suivant l'expiration du permis.

12. *Entrepreneurs*

12.1. Personne ne doit effectuer le chargement ni l'immersion en mer désignés aux termes du présent permis sans l'autorisation écrite du titulaire.

12.2. Le titulaire doit s'assurer que toutes les personnes qui prennent part aux opérations de chargement, de transport ou d'immersion pour lesquelles le permis a été accordé respectent les conditions mentionnées dans le permis pendant le déroulement des activités.

13. *Rapports et avis*

13.1. Le titulaire doit fournir les renseignements suivants au moins 48 heures avant le début des activités de chargement et d'immersion : le nom ou le numéro d'identification du navire, de la plate-forme ou de l'ouvrage d'où le chargement ou l'immersion sont effectués, le nom de l'entrepreneur, y compris les coordonnées des personnes-ressources de l'entreprise et de celles qui se trouvent sur les lieux ainsi que la période prévue des activités de chargement et d'immersion. Les renseignements susmentionnés doivent être acheminés au directeur régional, Direction des activités de protection de l'environnement,

ministère de l'Environnement, Région du Québec, 105, rue McGill, 4^e étage, Montréal (QC) H2Y 2E7, 514-496-6982 (télécopieur), immersion.dpe@ec.gc.ca (courriel).

13.2. Le titulaire doit remplir le Registre des opérations d'immersion en mer fourni par le ministère de l'Environnement. Ce registre doit être gardé en tout temps à bord du navire chargé de l'immersion et être accessible aux agents de l'autorité désignés en vertu de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*.

13.3. Le titulaire doit consigner par écrit l'heure de chaque départ du bateau vers le site d'immersion et communiquer une (1) fois par jour avec la station de la Garde côtière canadienne pour transmettre l'ensemble des heures de départ consignées. Le titulaire devra consigner ces communications au registre susmentionné au paragraphe précédent.

13.4. Le titulaire doit présenter un rapport écrit à la ministre, représentée par le directeur régional de la Direction des activités de protection de l'environnement, région du Québec, dont les coordonnées figurent au paragraphe 13.1., dans les 30 jours suivant l'expiration du permis. Ce rapport doit contenir les renseignements suivants : une liste de tous les travaux effectués conformément au permis, y compris les noms des lieux de chargement et d'immersion utilisés, la quantité de matières immergées aux lieux d'immersion et les dates auxquelles les activités d'immersion ont eu lieu ainsi que le Registre des opérations d'immersion en mer.

13.5. Une copie de ce permis, des documents et des dessins auxquels renvoie le présent permis doivent être conservés en tout temps au lieu de chargement ainsi que sur tout navire participant directement aux opérations de chargement et d'immersion.

*Le directeur régional intérimaire
Direction des activités de protection de l'environnement
Région du Québec
Marc Provencher*

Au nom de la ministre de l'Environnement

Signé le: 26 février, 2015